

Sauvons l'unité de la Belgique avec un « Glass-Steagall global » !

Depuis l'émission scandaleuse *Bye-bye Belgium* de 2006, pas un jour ne passe où l'on ne tente de diviser et d'affoler les Belges en leur annonçant que leur pays est au bord de la guerre civile et de l'éclatement. Dans les faits, rien n'est plus faux. A l'opposé des démagogues flamands, bruxellois et wallons qui ont fait de l'affrontement leur raison d'être et leur fonds de commerce, le dirigeant du syndicat FGTB, Rudy De Leeuw, a eu raison d'affirmer, lors de son allocution du 1^{er} mai, qu'il est grand temps de remplacer l'obsession « BHV » avec « TTT » (travail, travail, travail) !

Car bien avant celui de la Belgique, c'est l'éclatement de l'euro et de tout un système monétariste qui s'annonce. Constatons qu'en introduisant les marchands avec leur euro dans la « cathédrale européenne », on a érigé l'édifice sur les sables mouvants de banques privées qui ont réussi à perdre des millions de fois nos épargnes dans des paris à haut risque. Ainsi, l'Europe de la solidarité, de la paix et de la générosité, dont rêvaient De Gaulle et Adenauer, a été vidée de sa substance car aujourd'hui, les *banksters* exigent que les peuples payent une deuxième fois !

Pire encore, au lieu de punir les coupables, les Britanniques qui tiennent Bruxelles, Sarkozy, Merkel et Barroso, exigent, pour sauver les spéculateurs, des politiques d'austérité sociale sans précédent, dignes de Laval et du Chancelier Brüning. **Officiellement, de l'Europe des grands projets, on passe à celle des petits budgets.** En s'appuyant sur tous les traités européens depuis celui de Maastricht, le triumvirat FMI, BCE et UE exige le démantèlement brutal des services publics, les coupes budgétaires, le rationnement des soins médicaux, ainsi que la réduction des salaires et des retraites.

Puisque cette logique monétariste s'oppose brutalement aux acquis sociaux de la « Belgique d'antan », on projette tout simplement sa liquidation. Cependant, l'éclatement programmé de la Belgique n'est qu'une expérience de laboratoire précédant celui de l'Espagne, de l'Italie, de la France et du Royaume-Uni, le tout permettant de consolider un pouvoir quasi-impérial. Relisons ce qu'écrivait *The Economist* de Londres (6 sept. 2007), porte-parole de cet « Empire britannique » : « C'est le moment d'en finir », la Belgique « est devenue une monstruosité de la nature, un Etat où le pouvoir est tellement sous-délégué que le gouvernement est un vide que l'on tient en horreur. En bref, la Belgique a servi son objectif. Un divorce praline est à l'ordre du jour. Les Belges ne devraient pas se sentir tristes. Les pays viennent et s'en vont. »

Il apparaît ainsi clairement que pour sauver notre pays il faut une rupture avec le monétarisme de la City et ses annexes à Wall Street. C'est possible, car si Obama s'endort, l'Amérique des pères fondateurs se réveille ! Dès ce lundi, le Sénat américain pourrait adopter une loi (l'amendement McCain-Cantwell à la loi Dodd) interdisant aux banques de spéculer avec l'argent du citoyen. En rétablissant une séparation stricte entre les banques d'affaires (*investment banks*) et les banques normales (*commercial banks*), une référence existera pour une réforme monétaire mondiale. C'est ce que le Président Franklin Roosevelt fit en 1933 avec la Loi Glass-Steagall pour lancer son New Deal d'abord, les accords de Bretton Woods ensuite, établissant des taux de change fixes, et enfin le plan Marshall pour reconstruire le monde. C'est ce que préconise aujourd'hui *Agora Erasmus* en Belgique, en coordination avec l'économiste américain Lyndon LaRouche et Jacques Cheminade en France.

Pour conclure disons que l'intégrité de la Belgique et de tous les autres pays sera uniquement préservée si nous saisissons l'occasion de la faillite de l'euro pour faire adopter ce « Glass-Steagall global », capable de réorienter l'argent et le crédit vers le travail qualifié, les infrastructures essentielles et les nouvelles technologies.



Agora Erasmus

Action & débat politique

Contact : erasmus.politicus@gmail.com

Pour en savoir plus : www.solidariteetprogres.org